



LE PIB

La croissance économique, c'est le résultat des efforts et des initiatives de l'ensemble des agents économiques qui contribuent à créer de la valeur ajoutée, c'est-à-dire qui, par leur travail, produisent davantage de valeur qu'ils n'en consomment. La croissance est mesurée par des indicateurs de production comme le PIB.

Dans le compte d'exploitation d'une entreprise, la valeur ajoutée apparaît comme la différence entre le chiffre d'affaires et les consommations intermédiaires (achats de fournitures, de marchandises ou de services extérieurs).

Au niveau d'une économie, les valeurs ajoutées produites par l'ensemble des agents s'additionnent pour former le produit intérieur brut, et l'on appelle croissance économique l'augmentation de cet indicateur que constitue le P.I.B.

Il existe trois méthodes pour calculer le P.I.B. : l'approche par la production, l'approche par la dépense (ou approche par la demande) et l'approche par les revenus. Les comptes nationaux utilisent généralement les trois méthodes, en comparant les résultats et déterminent les valeurs définitives en arbitrants les éventuelles divergences.

La mesure du P.I.B. suscite de nombreux débats méthodologiques, par exemple sur la prise en compte de l'économie souterraine ou sur l'estimation de la production non-marchande. En dépit de ces difficultés, le P.I.B. n'en reste pas moins l'indicateur le plus fiable de la croissance économique et l'instrument central du pilotage des politiques économiques.

Le PIB et d'une manière plus générale les indicateurs de développement présentent des limites.

Le développement économique ne se réduit pas à la croissance. Il comporte un ensemble de transformations structurelles, qui viennent ajouter une dimension qualitative au phénomène quantitatif qu'est la croissance : par exemple, une amélioration des conditions sanitaires de la population ou encore une hausse des taux de scolarisation.

Le P.I.B. et le P.N.B., conçus pour mesurer la croissance, ne sont pas de très bons indicateurs de développement. Il en va de même de leurs déclinaisons, P.I.B. par tête et P.N.B. par tête, dont la vocation est simplement de fournir une approximation du niveau de vie moyen des populations. En particulier :

- ces indicateurs ne reflètent pas les inégalités de distribution du revenu national ;
- ils ne tiennent pas compte des externalités négatives éventuellement associées à la production de tel bien ou service (pollution, épuisement des ressources environnementales par exemple) ;
- ils ne tiennent d'ailleurs pas compte non plus d'éventuels effets positifs, par exemple une augmentation du temps libre et des loisirs.

Aussi des indicateurs alternatifs ont-ils été conçus, sous l'égide du P.N.U.D. (Programme des Nations Unies pour le Développement), pour refléter plus exactement le développement. Ce sont principalement : l'indicateur de développement humain (I.D.H.), l'indicateur de la participation des femmes (I.P.F.), l'indicateur de pauvreté humaine (I.P.H.) et l'indicateur de pauvreté monétaire (I.P.M.).



Tous ces indicateurs alternatifs font cependant l'objet de débats méthodologiques non moins vifs que ceux qui portent sur le P.I.B. et le P.N.B., si bien que leur interprétation, et plus encore leur utilisation opérationnelle sont malaisées.

Bibliographie

- *Dictionnaire d'histoire, économie, finance, géographie* (sous la direction de F. TEULON), collection Major.
- R. Barre, *Économie politique*, tome 1, coll. Thémis, PUF.